

Chapitre 5

CANTON : A QUI LE POUVOIR ?

Sun Yat-sen aimait à dire qu'en Chine il n'y avait ni riches ni pauvres : seulement des pauvres et des moins pauvres. S'il avait vécu un peu plus longtemps — il est mort en 1925 —, il aurait vu ce qui se passe lorsque les circonstances font surgir en plein jour le conflit sous-jacent entre les « pauvres » et les « moins pauvres ». Il aurait vu se scinder, selon le clivage des classes, le « Front uni anti-impérialiste » à l'intérieur du Kuomintang. La croissance du mouvement de masses crée de nouveaux alignements sociaux et politiques. On ne pouvait s'attendre à voir l'ouvrier d'usine continuer longtemps à distinguer formellement entre patron chinois et patron étranger ; sauf sur ce détail que les conditions imposées par le premier étaient pires. On ne pouvait s'attendre non plus à voir le paysan se contenter indéfiniment de promesses, déjà limitées, ou se retenir de suivre la voie logique de l'action directe pour son propre compte, telle qu'il la concevait. Les limites fixées officiellement et de haut par les organisateurs et les dirigeants du Kuomintang, furent bientôt outrepassées. Un mouvement de masse à l'échelle de celui qui balaya la Chine en 1925 possède sa dynamique en lui-même. Pour contrecarrer sa pression, les classes possédantes, les utilisateurs de main-d'œuvre et les propriétaires terriens commencèrent à établir leur position de défense.

Les classes possédantes préféraient évidemment un compromis avec les étrangers à l'alternative que semblait suggérer le mouvement de masse. Ce qui ne veut pas dire qu'elles réagiraient d'une façon uniforme aux événements. Le processus social tout entier avait été trop soudaine-

ment bouleversé; les équilibres sociaux habituels avaient été brisés avec un trop joyeux mépris des conséquences par l'intervention des masses dans les villes et à la campagne; et, de plus, la cristallisation des forces de classes et des regroupements politiques intervenait pendant le développement du combat. La classe dominante chinoise, dans son ensemble, désirait voir la révolution instaurer un nouveau pouvoir, bourgeois, plus robuste, plus stable, moins incontrôlable que celui des seigneurs de guerre et plus apte à réclamer de meilleures conditions aux impérialistes, véritables détenteurs du pouvoir. Mais cette classe se subdivisait elle-même en couches, depuis les radicaux jusqu'aux ultra-conservateurs. Leur communauté d'intérêts pouvait éventuellement les amener à un front et à un effort communs, mais il faudrait pour cela du temps. Il y avait nombre de désaccords entre ces groupes quant à la définition du meilleur moyen de parvenir à leur but commun; il y avait des personnalités qui se battaient et s'entredéchiraient pour l'accès aux places, aux positions, au pouvoir. Le mobile commun, de toute façon, était reconnu de part et d'autre. C'est en toute connaissance de cause que les représentants étrangers, les compradores, les industriels et banquiers chinois, les grands propriétaires terriens et leurs parasites cherchaient les moyens de contrôler les nouvelles forces politiques en mouvement. Le degré de lucidité et de conscience de ces gens était remarquable; sachant ce qu'ils voulaient ils s'apprétaient à le réaliser délibérément.

Les compradores, courtiers du capital étranger, étaient l'un des plus puissants de ces groupes. Princes du négoce, banquiers, commissionnaires, leurs intérêts étaient aussi antagoniques que possible avec les projets nationalistes des industriels chinois encore dans l'adolescence, et qui rêvaient de concurrencer l'industrie et le commerce étrangers; les compradores entreprirent donc de combattre le nouveau mouvement nationaliste dès son départ, en se servant des vieux militaristes, en permettant aux impérialistes de leur fournir une assise pour leur dispositif militaire garantissant le *statu quo*. Par eux arrivaient l'argent, les armes, les encouragements qui maintenaient ces vieilles forces militaires provinciales. Quelquefois, comme à Canton en 1924, ils mettaient sur pied leurs propres détachements armés; mais seulement lorsque le nouveau pouvoir nationaliste ne contrôlait pas encore bien ses conquêtes. Lorsque le mouvement s'étendit, la

question se posa de renforcer et d'utiliser les vieilles troupes des militaristes. Ce groupe avait également ses représentants politiques au sein du Kuomintang, en l'occurrence les plus vieux, les plus conservateurs bien souvent les plus corrompus, et toujours les plus bornés des politiciens de l'ancien Kuomintang. La plupart d'entre eux étaient depuis longtemps au service des seigneurs de guerre, comme ministres, fonctionnaires ou autres utilités. Ils étaient complètement opposés au tournant que Sun Yat-sen prit en 1924 : Coopération avec l'U.R.S.S. et le parti communiste chinois, adoption d'un programme de mobilisation des masses pour combattre l'impérialisme. Lorsque le congrès de 1924 du Kuomintang adopta cette ligne politique, ils constituèrent immédiatement une opposition dont le but avoué était de sauver le Parti de la perte qui, pensaient-ils, le menaçait puisque la voie vers un compromis réaliste avec les puissances étrangères se trouvait ainsi bloquée.

« Depuis l'admission des communistes dans le Kuomintang, proclamait un de leurs manifestes, leur propagande pour le refoulement des impérialistes de Grande-Bretagne, de France, des États-Unis et du Japon ne vise qu'à détruire la bonne volonté du Kuomintang dans le domaine diplomatique. Leur intention est d'anéantir le Kuomintang¹. » Différentes organisations pour le « salut du Parti » virent le jour, dont les membres retrouvèrent les entourages des différents seigneurs de guerre de Chine du Nord et de Mandchourie. Courant entre Pékin, Hong-Kong, Tientsin et Shanghai, ils organisaient, faisaient de l'agitation, intriguaient et, après la mort de Sun, ils mirent en avant le slogan d'un sauvetage du « pur » Sun Yat-senisme exposé au danger « bolcheviste » des épigones. Celui des groupes qui devint le plus important prit le nom de « Société Sun Yat-seniste », et tint en novembre 1925 une conférence dans les collines de l'Ouest, dans la grande banlieue de Pékin ; dès lors il prit le nom de « Groupe des Collines de l'Ouest ». Ces groupes se considéraient comme les gardiens de la politique de compromis avec les puissances. Pratiquement, ils servaient à tenir la porte ouverte pour un compromis de ce genre dès que le moment serait propice.

Les étrangers, de leur côté, furent ébranlés par le choc du mouvement des masses. Au début, ils semblèrent croire qu'il suffirait de recourir aux méthodes de piraterie déjà utilisées pendant les guerres de l'opium et contre les Boxers, mais les plus intelligents d'entre eux réalisèrent vite, non

sans effarement, que les temps avaient changé. La menace britannique de recourir à la force, pour soutenir les « Volontaires-Marchands » à Canton, n'avait rien donné. Les mitraillages étrangers l'année suivante à Shanghai, Tsing-tas, Hankow et Canton, loin d'intimider les Chinois n'avaient fait qu'envenimer la révolte. Les balles semées par les étrangers amenèrent à l'instant une moisson de dizaines de milliers de nouvelles recrues révolutionnaires. Sans renoncer à leur politique de présence armée, les puissances offrirent le soutien le plus actif qu'elles purent à chacune des forces antinationalistes disponibles. Pendant la guerre de la rivière de l'Est en 1925, Hong-Kong approvisionna vainement Ch'en Ch'iung-ming en munitions et en argent liquide. Lorsque la pronationaliste Kuomintang de Feng Yu-Hsiang attaqua, à la fin de 1925, le Seigneur de guerre de la Mandchourie, Chang Tso-lin, les armes et l'argent japonais vinrent étayer les positions de Chang. Lorsque la révolte de Kuo Sung-ling, l'un des adjoints de Chang, faillit mener ce dernier près de l'effondrement, les divisions japonaises furent lancées dans la bataille, arrêtant net, pour le moment, l'extension de l'influence nationaliste en Chine du Nord. Mais cela même, on l'avait compris, ne promettait qu'un court répit².

Allant de pair avec une prise de conscience grandissante de nouvelles réalités politiques, une orientation entièrement nouvelle se fit jour chez les étrangers maîtres des ports ouverts par les traités, orientation tendant habilement et résolument à constituer un front commun de la propriété bourgeoise chinoise et étrangère. « De longues années de coopération amicale avec vous nous ont appris que vous ne portiez aucune sympathie aux bagarreurs et aux grévistes », déclarait au plus chaud de la grève générale à Shanghai le *North China Daily News* aux Chinois nantis. Ce journal commandité par les Britanniques et, en fait, leur porte-parole officiel, appelait les Chinois aisés à montrer « qu'ils n'avaient aucune sympathie pour les artisans de l'anarchie et de la ruine... Savoir combien de temps encore pèsera cette menace sur votre paix, votre bien-être, votre sécurité, dépend, en grande partie de vous-même. » En même temps, les puissances s'empressaient de montrer qu'elles se préparaient à négocier des compromis substantiels pour renforcer le gouvernement fantoche, en face de la menace nationaliste. Les arrangements conclus à la conférence de Washington, en 1922, pour régler la question de l'exterritorialité et celles

des tarifs n'étaient pas entrés en vigueur. On les ressuscita en toute hâte. En octobre 1925, une conférence sur les tarifs se tint à Pékin, et termina ses travaux en promettant de rendre son autonomie à la Chine dans ce domaine dès le 1^{er} janvier 1930. A la fin de l'année, une commission internationale sur l'exterritorialité fut formée pour aider à mettre sur pied les réformes législatives et judiciaires qui, selon les propres termes de la résolution de Washington « garantirait l'abandon par les puissances, progressivement ou non, de leurs droits respectifs d'exterritorialité ». Au début de 1926, l'Angleterre envoya une mission pour décider de l'emploi en Chine de la part britannique de l'indemnité Boxer; et ainsi, de tous côtés, on agitait sous le nez des dirigeants chinois de plus en plus avides espoir et promesses⁴.

Les grèves ne s'étaient pas limitées aux seules entreprises étrangères; et même les libéraux chinois qui admettaient que le mouvement ouvrier « avait donné au pays tout entier une conscience sociale, essentielle pour l'édification d'une république nouvelle et vigoureuse », n'étaient pas à l'aise devant « les excès malsains de ce mouvement ouvrier, comme la rapide augmentation des grèves dans l'industrie chinoise⁵ ». On pensait alors, avec de plus en plus d'insistance, rapporta un observateur chinois « qu'utiliser les ouvriers est une chose... mais que c'en est une autre de leur laisser avoir les yeux plus gros que le ventre ». C'était une bonne chose que de jouir des « avantages d'un monde du travail solidement organisé », mais, d'un autre côté, « il ne faut pas abuser des meilleures choses⁶ ». Ce déplorable manque de discernement de la part des ouvriers, fit réaliser aux propriétaires d'usines chinois qu'ils étaient embarqués dans la même galère que leurs concurrents étrangers. Chaque nouvel épisode mettait davantage en relief cette vérité. Quand les ouvriers désertèrent les machines dans les usines étrangères de Shanghai, le 1^{er} juin, la centrale électrique qui appartenait aux Américains coupa le courant, et les machines s'arrêtèrent aussi dans les usines chinoises. Cela amena les respectables membres de la chambre de commerce chinoise à courir en nombre aux conseils d'administration des étrangers, en offrant d'apporter d'énergiques amendements aux revendications trop radicales mises en avant par les grévistes. Les riches Chinois cessèrent de renflouer la ville paralysée par la grève. Des dirigeants « comme il faut » commencèrent à faire pression sur les syndicats. Le profit commun impo-

sait une entente avec les étrangers, et cela s'exprima ouvertement dans les pressions tendant à faire rentrer dans le rang les organisations ouvrières. Graduellement on brisait l'échine de la grève. A la fin de l'été, les troupes du Fengtien qui, en coopération avec les autorités des concessions et la chambre de commerce chinoise, avaient maintenu l'ordre à Shanghai, fermèrent l'Union générale du travail et firent des descentes dans cent vingt clubs ou autres organisations ouvrières et les mirent sous scellés. La vague de grèves à Shanghai était provisoirement stoppée, et les choses en restèrent là pendant l'hiver 1925-26.

Durant cette période, le flirt entre possédants chinois et étrangers devint plus audacieux. Les préliminaires furent faciles. Chaque côté organisa une ligue anticommuniste et imprima de la propagande violemment anticommuniste. Les hommes d'affaires britanniques se sentirent une nouvelle et plutôt touchante responsabilité à l'égard de la fragile constitution de la culture chinoise. « J'en appelle à vous, déclara l'un d'eux dans une réunion à Shanghai, pour conserver à la Chine l'inestimable héritage de sa longue culture. » L'année fiscale tirant à sa fin, les présidents des conseils d'administration établirent des bilans décourageants. « Il faut espérer, disait le rapport d'une compagnie, que dorénavant, les autorités prendront des mesures draconiennes pour en finir avec les agissements des agitateurs professionnels ? » Ce qu'il semblait vouloir dire par « mesures draconiennes » devint manifeste le 18 mars 1926, à Pékin, où les troupes de Tuan Ch'i-jui, chef du gouvernement de Pékin, ouvrirent le feu sur les étudiants pour les disperser, tuant des douzaines de garçons et de filles qui protestaient contre l'empressement apporté par Tuan à se soumettre à l'ultimatum étranger sur la démilitarisation du port de Tientsin ⁸. La nuit même, il y eut un événement inhabituel à Shanghai.

A l'hôtel Majestic, les membres du conseil municipal étranger dînaient en compagnie des piliers de la bonne société shanghaienne. L'événement, dit-on, était « à marquer d'une pierre blanche et ferait date, car c'était bien la première fois dans l'histoire de Shanghai qu'on assistait à un tel rassemblement ⁹ ». Fonctionnaires étrangers ou Taipans (chefs d'industrie) présents à ce dîner étaient accoutumés à fermer leurs cercles, spécifiquement étrangers, aux Chinois, à quelque classe qu'ils appartenissent. En ce qui concerne les Chinois présents, banquiers, cour-

liers, négociants ou fonctionnaires, ce dîner était exactement le genre de révolution sociale qu'ils appelaient de leurs vœux.

L'Américain qui présidait, Stirling Fessenden, parlant au nom de ses collègues britanniques et japonais commença ainsi son discours : « Nous, qui ce soir vous recevons, nous nous estimons très heureux d'avoir pu réunir une assemblée aussi distinguée de gentlemen chinois... nous trouvons ainsi à nos côtés un rassemblement représentatif de ces hommes qui façonnent et dirigent cette immense et merveilleuse force qui est l'opinion publique. » Il arriva ensuite au fait. Il y avait des désordres en vue, et il était indispensable d'« imaginer des contre-mesures ». Il faudrait peut-être recourir à la force, ce qui aurait des inconvénients car cela pouvait « amener une situation internationale d'une gravité extrême » et les tentatives de médiation « conduiraient probablement à un échec ». Les ouvriers de Shanghai n'étaient que les crédules victimes d'agitateurs qui les enlevaient à la sécurité de leurs entreprises. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas prendre avantage de « l'extrême crédulité des classes laborieuses chinoises... » Pourquoi n'en prendre pas avantage, pour leur bien et pour le nôtre? Pourquoi ne pas mettre sur pied une direction différente de celle à laquelle ils avaient été habitués, direction qu'ils seraient enclins à suivre au moins aussi volontiers que toute autre? « ... cela exige, je le suggère, des hommes comme certains de ceux qui sont à nos côtés ce soir ».

Yü Ya-ch'ing, banquier chinois et compradore important se leva et répondit : « Nous sommes tout à fait conscients de la tension extrême de la situation. Il n'est pas exagéré de craindre une explosion spontanée à la moindre provocation, ce qui conduirait à une conflagration pire que celle de l'an dernier. Dans notre intérêt commun, et pour nos intérêts particuliers, il faut, par tous les moyens, la prévenir. » Le temps presse et nous entraîne dangereusement, poursuivit-il. « Il est de la plus haute importance pour nous que la combinaison de l'initiative locale et de l'action concertée à l'échelle nationale et internationale fournisse un règlement rapide et satisfaisant des questions pendantes. » La paix était quelque chose de souhaitable, déclara Yü sans ménagement, « mais, pour parler franchement, nous ne nous soucions pas de l'obtenir à n'importe quel prix ». Les étrangers n'avaient qu'à donner acte de quelques principes « d'égalité de races » ou de

« souveraineté ». Dans l'immédiat, il faudrait également donner à la propriété privée chinoise un rôle dans l'administration de Shanghai¹⁰.

Trois semaines plus tard, l'assemblée annuelle des contribuables approuva l'admission, pour la première fois, de trois Chinois comme membres du conseil municipal de Shanghai, organisme de gouvernement de la concession internationale. Ce marchandage, le premier d'une longue série, était un exemple complet du nouveau style de relation entre les intérêts de la propriété chinoise et de la propriété étrangère. C'était une alliance claire et nette contre le mouvement révolutionnaire des masses, et elle devint de plus en plus consciente, vigilante et calculée dans ses manifestations. Son influence ne se limitait pas à Shanghai et au Nord, mais allait jusqu'à Canton au cœur du mouvement nationaliste. Les plus frustes des gens riches, qu'ils soient chinois ou étrangers, étaient enclins à voir Canton en rouge. Les autres se mirent dans la tête que ce n'était pas si simple; les étrangers, en particulier, devaient retirer un grand profit de ces mois d'épreuves, et les plus fins d'entre eux le firent rapidement. Ils leur fallait découvrir qu'ils ne parviendraient pas à leurs buts par la force pure et simple, mais plutôt par la différenciation de classe à l'intérieur du mouvement qui menaçait leurs intérêts. « Les étrangers ont commis une sérieuse faute, écrivit l'un d'eux à ce moment, ils ont exagéré le rôle du communisme comme cause de toutes les difficultés de l'année 1925... Aussi longtemps que l'anticommunisme pouvait être confondu avec le partisan de l'étranger, il y avait peu d'espoir de voir les meilleurs éléments chinois s'opposer réellement au communisme¹¹. » Les politiciens et les hommes d'affaires chinois, avec qui les dirigeants étrangers tissaient rapidement de nouveaux liens, avaient maintenant à instruire leurs collègues moins subtils, et à leur apprendre que Canton, loin d'être d'une seule teinte reflétait toutes les couleurs du spectre social. Il fallait les séparer avec la plus extrême précaution, afin de pouvoir faire disparaître le rouge de l'image.

A Canton, les antagonismes de classe augmentaient, quoique recouverts encore sous la cendre. Les tendances droitières de la vieille garde du Kuomintang s'étaient séparées à l'occasion de la réorganisation de 1924, qui, croyaient-elles, avait fermé la porte aux compromis avec les puissances. Mais, à Canton, la soi-disant « gauche » se composait d'hommes dont les calculs élémentaires

étaient de miser sur un puissant mouvement de masse pour arracher des concessions aux impérialistes. Jusquelà les événements leur avaient donné raison. Les grandes grèves de 1925 avaient tiré des puissances et des intérêts étrangers, encore qu'à une échelle réduite, des offres plus consistantes de compromis et de concessions. Mais la montée du mouvement des masses au même moment posait avec acuité le problème de la direction. L'aile droite du Kuomintang avait à affirmer, établir et consolider son contrôle. Grâce à la politique d'assentiment des communistes, cela fut dûment accompli. Pour en suivre le processus, il nous faut remonter le dédale des intrigues et des conflits des ambitions personnelles qui constituaient la vie politique de Canton, dégager le fil conducteur, la carrière d'un jeune officier du nom de Chiang Kai-shek, un homme que son ambition, engendrée d'une ruse impitoyable et d'un manque total de scrupules, amenait maintenant au centre de la scène politique chinoise.

Fils d'une famille de commerçants aisés du Chekiang, Chiang étudiait dans une école militaire de Tokyo lorsque la première révolution éclata en 1911. Il revint en hâte à Shanghai, où il rejoignit l'état-major du général Ch'en Ch'i-mei, qui lui fit rencontrer Sun Yat-sen. Il entra en contact également avec Yü Ya-ch'ing, le fameux compradore et Chang Ching-chiang, un banquier millionnaire, marchand de chinoiseries et de caillé de soja. Chiang fraya également avec Huang Ching-yung, l'un des plus notoires dirigeant du Shanghai occulte, et l'on admet généralement que c'est à ce moment qu'il devint membre de la plus puissante société secrète de Shanghai, connue sous le nom de *Gang vert* ou « Société verte ». Gangsters, banquiers, hommes de guerre, tuteurs, voleurs, contrebandiers, et tenanciers de maisons closes aident ainsi à composer une figure que le monde entier allait connaître comme celle de Chiang Kai-shek. Loin de s'atténuer avec le temps les traits s'accrochèrent. Durant les années à venir Chiang était destiné à appuyer ses premiers mentors et à s'appuyer sur eux. Il est curieux de constater que dans les biographies officielles de Chiang, on passe rapidement sur cette époque, les détails varient énormément et les dates sont vagues. Quoi qu'il en soit, il est acquis que Chiang délaissa provisoirement ses occupations militaires pour devenir un petit courtier à la bourse de Shanghai sous la férule de quelques-uns de ses parrains. Pour des raisons que les sources disponibles n'éclaircissent pas, il fut bientôt en

difficulté. Chang Ching-chiang et d'autres de ses commanditaires le tirèrent de cette passe difficile. Ils compensèrent quelques pertes douteuses, garnirent ses poches et l'expédièrent à Canton joindre son destin à celui de Sun Yat-sen. Peu d'investissements donnèrent jamais de meilleurs dividendes.

A Canton, Chiang s'intégra à l'état-major militaire de Sun qui, après la prise de contact avec le gouvernement soviétique, l'envoya étudier sur place les méthodes de l'Armée rouge. Chiang quitta la Chine en juillet 1923, et resta en Russie six mois. Il n'existe pas de compte rendu plausible de ses impressions après cette visite, mais on peut déduire de son attitude ultérieure qu'il fut impressionné par l'efficacité du pouvoir politique centralisé et de la discipline du parti. Cela lui donna certainement l'occasion d'examiner la puissance d'un mouvement populaire en tant qu'arme politique et militaire : il revint en Chine avec un énorme avantage sur les autres militaires du Kuomintang. Aussi longtemps que cela lui convint, il put crier : « Vive la révolution mondiale ! », et récolter les bénéfices d'une identification à un tel slogan. Délibérément il s'en servit pour édifier son propre pouvoir, évaluant sans aucun doute les risques qu'il encourait, mais sa hardiesse et son audace au jeu, qui ne lui avaient rien valu à la bourse de Shanghai, devinrent payantes quand le pouvoir devint l'enjeu. De retour à Canton, Chiang devint le protégé de Borodine et des conseillers militaires russes. En mai 1924, ils mirent au point l'Académie militaire de Whampoa. Chiang Kai-shek, le seul militaire à avoir étudié de première main les méthodes de guerre soviétiques, à avoir été en Russie et, qui plus est, semblait sincèrement radical, était tout désigné pour en assurer la direction. Whampoa, qui devait élever une nouvelle race de soldats pour la Chine, devint la chose de Chiang, pour sa conquête du pays et du pouvoir.

Les cadets de Whampoa se distinguèrent lors de toutes les premières batailles : élimination des Volontaires-Marchands, expédition de la rivière de l'Est, la courte guerre contre les généraux yunnannais, et le nettoyage du reste du Kwanglung sud. Chiang était leur chef militaire, et chacune de ses campagnes réhaussait son prestige, son pouvoir et son influence, en particulier lorsque les cadets commencèrent à prendre place en tant qu'officiers dans les unités régulières. Mais les jeunes gens qui affluaient à Whampoa étaient impliqués dans l'atmosphère politique

environnante et marqués par elle. Toutes leurs victoires avaient été remportées après des combats en commun avec les détachements ouvriers et paysans. Quelques-uns des cadets étaient réellement issus de ces forces sociales, beaucoup se considéraient comme des radicaux dans le Kuomintang, beaucoup étaient communistes. D'un autre côté, beaucoup de fils de familles bourgeoises ou de fils de propriétaires fonciers qui étaient entrés dans les premières sessions de l'Académie réagirent aux événements en conformité avec leur contexte socio-familial. Ces étudiants de Whampoa, comme les autres groupes de Canton, se scindèrent en deux camps rivaux. La société Sun Yat-seniste, déjà active en Chine du Nord et du Centre, y organisa une section locale. Les communistes, avec des cadets plus ou moins radicaux, formèrent ce qu'ils appelèrent la Ligue de la Jeunesse militaire. Durant les campagnes de 1925, ces deux groupes s'affrontèrent ouvertement en plusieurs occasions. Chiang Kai-shek essaya de maintenir l'équilibre, rôle qu'il tenait déjà sur la scène, plus large, de la vie politique cantonnaise. Lorsque les armées regagnèrent Canton après leur seconde expédition victorieuse de la rivière de l'Est, en octobre 1925, Chiang convia ses jeunes officiers à un banquet. Un invité à ce dîner a décrit comment « il tapa du poing sur la table, les réprimanda et leur demanda de faire la paix ¹² ». C'était le moment, il le comprenait, de « l'unité ».

Chiang était encore à une certaine distance du pouvoir, il avait encore besoin des communistes — le mouvement des masses —, des Russes — leurs conseils, leurs armes et leurs munitions. Politiquement il était en bas de l'échelle, derrière les dirigeants du parti Hu Han-min, Wang Ching-wei et même Liao Chung-k'ai, le directeur politique de l'Académie. Dans le domaine militaire, il avait beaucoup de rivaux parmi les généraux qui avaient lié leur fortune à l'étoile montante du Kuomintang. Chiang comptait sur l'impulsion du Mouvement des masses pour assurer sa position, laquelle coïncidait avec celle de la classe possédante qui désirait contrôler ce vaste mouvement. Chiang délibérément entreprit d'avoir les moyens de ce contrôle.

Borodine, pour sa part, voyait en Chiang « l'allié » le plus digne de confiance de toute la direction du Kuomintang; avec les maîtres du Kremlin dont il tenait ses directives, il était convaincu que la bourgeoisie libérale chinoise aurait à mener jusqu'à sa victorieuse conclusion la révolution anti-impérialiste, et en Chiang, il pensait avoir trouvé

la meilleure confirmation de son pronostic. Le mouvement avait besoin d'une direction militaire alors que les autres militaires étaient les produits du système des seigneurs de guerre. En conséquence, tout lui fut bon pour pousser Chiang sur le dessus du panier. Chiang, bien sûr, ne fit rien pour l'en dissuader; il se drapa dans des maximes radicales et se posa comme le rouge espoir de l'armée révolutionnaire. Chiang citait souvent cette parole du Dr Sun lui disant : « Si vous prenez conseil auprès de Borodine, c'est comme si vous le faisiez auprès de moi. » Borodine lui rendit la pareille déclarant que « Communiste ou Kuomintang, tous devaient obéir à Chiang ¹³ ». Et bien évidemment, lorsque Borodine « conseillait » l'augmentation des pouvoirs de Chiang celui-ci n'avait aucun mal à percevoir, sur les lèvres du conseiller russe, la voix du leader disparu.

Un meurtre offrit à Chiang l'occasion de franchir une nouvelle étape vers le pouvoir. Liao Chung-k'ai, qui avait été très proche de Sun Yat-sen avant de devenir le chef de l'aile gauche du Kuomintang, fut assassiné en août 1925. On découvrit que le complot remontait à une conspiration de droite — Hu Han-min, dirigeant haut placé du Kuomintang, et le général Hsü Ch'ung-chih, le chef de l'armée cantonaise, étaient en cause. Par d'adroites manœuvres, dont il fut manifestement très fier, Borodine parvint à exiler Hu Han-min. Le général Hsü et plusieurs autres chefs militaires mêlés au complot quittèrent aussi Canton ¹⁴, qui se réveilla un matin avec une nouvelle équipe à sa tête. Wang Ching-wei également chef de la « gauche » devint président civil du conseil militaire et prit la direction du parti et du gouvernement. Chiang devenait commandant en chef des forces armées cantonaises.

Ces nouvelles dispositions étaient adoptées au sommet alors que le mouvement des masses, à la base, avait pris des proportions considérables : la grève de Canton-Hong-Kong, d'autres grèves politiques et économiques dans tout le pays, mettant en mouvement un million de travailleurs, la croissance phénoménale des associations paysannes, les débuts de la guerre contre les grands propriétaires à la campagne ¹⁵, tout soulignait la courbe ascendante des luttes populaires. Ces forces avaient donné, au Kwangtung, la victoire au Kuomintang et c'était elles seules qui maintenaient le gouvernement de Canton; ce que Chiang lui-même reconnaissait publiquement. On n'avait pas encore exigé de ce gouvernement qu'il réponde d'une façon

concrète aux besoins des ouvriers et des paysans. Quelques impôts avaient été supprimés. Quelques-uns des abus les plus voyants avaient été éliminés. Le reste était du domaine des promesses.

Les communistes, qui occupaient des positions dirigeantes à la base dans le mouvement des masses, ne pensèrent jamais à lui donner une orientation politique autonome. Cette tendance avait été rejetée autoritairement en exécution des ordres venus de Moscou. L'éducation politique des communistes, et partant celle qu'ils donnaient au peuple, consistait à encourager les illusions à propos du Kuomintang. A Moscou, la bande de politiciens chevauchant la crête de la vague révolutionnaire chinoise, ressemblait de plus en plus à un futur gouvernement chinois lié à la sphère d'influence de la diplomatie russe pour chaque détail de la situation internationale. En conséquence, les dirigeants de Moscou se mirent à considérer le Kuomintang comme la première force révolutionnaire d'Asie. En janvier 1926, Staline et le présidium du XIV^e Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. envoyèrent le télégramme suivant au présidium du second Congrès du Kuomintang : « A notre parti est incombée la grandiose tâche historique de diriger la première révolution prolétarienne victorieuse du monde... Nous sommes convaincus que le *Kuomintang réussira à jouer le même rôle en Orient, et par là à détruire les fondations de la domination impérialiste en Asie...* si le Kuomintang renforce l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie dans la lutte actuelle, et s'il admet qu'il doit s'aligner sur les intérêts de ces forces fondamentales de la révolution¹⁶. » (Ce n'est pas moi qui souligne.)

La nature du Kuomintang donna lieu à plusieurs définitions successives. Au départ, on avait considéré que c'était le parti de la bourgeoisie libérale, auquel les communistes étaient provisoirement alliés. Puis, que c'était le parti des ouvriers et des paysans. Dans un discours à des étudiants, le 18 mai 1925, Staline déclara que, dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, le bloc nationaliste « pouvait revêtir la forme d'un parti unique des ouvriers et des paysans, du type du Kuomintang¹⁷ ». Le sixième plénum de l'exécutif du Comintern poursuivit cette entreprise de redéfinition et, en mars 1926, décrivit le Kuomintang comme un « bloc révolutionnaire des ouvriers, des paysans, des intellectuels et de la démocratie urbaine [c'est-à-dire de la bourgeoisie] sur la base des intérêts

de classes communs à ces différentes couches dans le combat contre les impérialistes et l'ordre militaire féodal tout entier¹⁸ ».

La question de « l'hégémonie du prolétariat » dans la révolution était bien mentionnée dans quelques-uns des rapports sur la Chine mais l'organe central de l'Internationale communiste informa ses sections qu'un « gouvernement Kuomin (du peuple) ressemblant intimement au système soviétique, avait été formé à Canton le 1^{er} juillet 1925 », et cita fièrement les interventions de Chiang Kai-shek et Wang Ching-wei au congrès du Kuomintang. Chiang avait déclaré : « Notre alliance avec l'Union soviétique, avec la révolution mondiale, est réellement une alliance avec les partis révolutionnaires qui combattent ensemble les impérialistes, pour mener à bonne fin la révolution mondiale. » Pour sa part, Wang avait dit : « Si nous souhaitons combattre l'impérialisme, il ne faut pas se tourner contre les communistes. (Forts applaudissements.) Si nous sommes contre le communisme, nous ne pouvons pas nous dire adversaires de l'impérialisme. (Forts applaudissements.) » Le compte rendu se terminait ainsi : « Le travail et les luttes du Kuomintang prouvent que les disciples de Sun Yat-sen sont restés fidèles à sa pensée fondamentale¹⁹. »

Le sixième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste dans une résolution donna acte de sa joie d'avoir vu, à Canton, le Kuomintang assener de sérieux coups à son aile droite. Cela faisait allusion aux mises au point de Chiang Kai-shek et de Wang Ching-wei. Au cours de ce même plénum, un autre épisode devait illustrer le cynisme, l'ignorance où les vaines illusions qui étaient le lot des dirigeants de l'Internationale communiste. L'hôte de marque de ce congrès était Hu Han-min, le chef de l'aile droite qui, pour avoir trempé dans le meurtre de Liao Chung-k'ai, s'était vu exilé à Moscou où, immédiatement, il avait été porté membre de l'organisme directeur du Crestintern — c'est ainsi que l'on appelait l'Internationale paysanne — en tant que « représentant des fermiers chinois²⁰ ». Au sixième plénum il fut donc invité à apporter les fraternelles salutations du Kuomintang.

D'après le compte rendu officiel, la Salle Andreyev, l'ancienne salle du trône des tsars, « offrait une image inoubliable »

lorsque le généralissime * de l'armée cantonaise monta à la tribune en grand uniforme, pendant plusieurs minutes les applaudissements l'empêchèrent de prendre la parole, exprimant avec une clarté déchirante la solidarité entre le prolétariat révolutionnaire occidental et les peuples opprimés de l'Orient... Ces manifestations d'enthousiasme durèrent plusieurs minutes, et ponctuèrent pratiquement chacune des phrases de l'orateur. « Au nom du peuple chinois, déclara Hu, des ouvriers et des paysans chinois, au nom des masses chinoises opprimées, je veux exprimer toute ma gratitude de pouvoir participer en personne à cette réunion internationale. Il n'existe qu'une révolution mondiale, et la révolution chinoise en fait partie. La devise de notre grand dirigeant Sun Yat-sen est la même que celle du marxisme et du léninisme. Plus personne n'a confiance en la Deuxième Internationale. En Chine, ces derniers temps, l'influence de la Troisième Internationale a augmenté considérablement, et ce mouvement concerne les intellectuels autant que de larges fractions des ouvriers et des paysans, le prolétariat tout entier.

« La devise du Kuomintang est : pour les masses, c'est-à-dire s'emparer du pouvoir politique avec les ouvriers et les paysans. Tous ces slogans coïncident avec la ligne politique de la Troisième Internationale... Je me range parmi les combattants de la révolution mondiale, et je salue cette assemblée de la Troisième Internationale. Vive la solidarité du prolétariat mondial! Vive la victoire de la révolution mondiale! Vive la Troisième Internationale! Vive tous les partis communistes du monde! Vive les camarades ici présents ²¹! »

Il était difficile, au moins pour Staline et ses principaux lieutenants, d'ignorer la réalité politique de Hu Han-min, mais ils étaient convaincus que même Hu et les forces derrière lui n'avaient plus d'autre choix que marcher aux côtés de la Russie. Après tout, même la chambre de commerce de Canton terminait tous ses manifestes par : « Vive la révolution mondiale! » Après avoir entendu Hu, le plenum fit passer une résolution déclarant que « le gouvernement de Canton est à l'avant-garde de la lutte du peuple chinois pour sa libération [et] constitue un modèle pour le futur ordre démocratique-révolutionnaire du pays tout entier ». La résolution préconisait avec insistance l'unité « au sein d'un front national révolutionnaire unique, de toutes les couches de la population [ouvriers, paysans, bourgeoisie] sous la direction des organisations démocratiques révolutionnaires ²² ».

Parce qu'il était nécessaire de préserver, à n'importe

* A Moscou, Hu se servit beaucoup du titre honorifique de Généralissime qu'il avait hérité de Sun Yat-sen.

quel prix, ce « front », Borodine était incommodé par le rôle de premier plan que jouaient les communistes à Canton dans l'organisation du mouvement populaire. Une relation, d'inspiration Kuomintang de gauche, dit :

La position éminente qu'occupaient les communistes à l'intérieur du nouveau système révolutionnaire... suscitait tout naturellement l'inquiétude des leaders du Kuomintang et du parti communiste. Borodine également s'en préoccupait, et durant l'année 1925, il discuta souvent cette question avec Wang Ching-wei, Hu Han-min, Chiang Kai-shek et Liao Chung-k'ai. « Depuis la réorganisation de 1924, le Kuomintang est divisé en deux parties : les partisans de la réorganisation et ses adversaires. Cette répartition, de toute façon, n'est pas sérieuse puisque la gauche est contrainte à la victoire. Ce qui serait grave, c'est une division à l'intérieur même de la gauche », disait-il, prévoyant la rupture entre le Kuomintang et le parti communiste. « Le seul moyen pour la gauche de surmonter de futures difficultés est, par conséquent, d'offrir le spectacle d'une unité d'opinion²³. »

Cela signifiait, ainsi que Borodine l'expliqua plus tard, que les réformes radicales, spécialement dans le domaine agraire, ne pouvaient être introduites à Canton, parce que le Kuomintang « eu égard à sa formule de mélange de classe » ne pouvait « prendre à son compte la confiscation de la propriété privée²⁴ ». Cela signifiait, par conséquent, que le Kuomintang n'était pas, comme Staline le prétendait, un parti « ouvrier et paysan » et n'agissait pas, comme le Comintern le disait, « sur la base d'une communauté d'intérêts de classe ». En réalité c'était un parti dont le programme était limité par les exigences économiques de la bourgeoisie. Les autres intérêts de classe devaient leur être subordonnés. La tâche des communistes, et ce n'était guère facile, était de veiller à ce que ceci soit fait. A Canton, durant l'hiver de 1925-26, le Comité de la grève de Canton-Hong-Kong, le conseil des délégués ouvriers, les associations paysannes et les groupes de gauche à l'intérieur de l'armée étaient les sources réelles du pouvoir. C'est eux qui avaient hissé les dirigeants du Kuomintang sur leurs épaules. On exigeait maintenant des communistes qu'ils enrayent ce mouvement de masse, afin de le contenir dans les limites économiques acceptables pour ces dirigeants. Analysant par la suite la situation politique à Canton, telle qu'elle se présentait durant l'hiver 1925, Borodine déclarait que toute velléité d'indépendance envers le pouvoir politique « se serait

terminé dans un bain de sang²⁵ ». Trotsky contesta cette conception des choses, déclarant que toutes les conditions préalables à un mouvement prolétarien victorieux, de type soviétique, se trouvaient réunies, et que, de toute façon, la bureaucratie du Comintern courait à sa perte en inculquant aux organisations de masse la servilité envers les dirigeants bourgeois²⁶. Les discussions ne se développèrent que plus tard lorsque les faits furent mieux connus et compris. Pour le moment, sur place à Canton, la ligne politique dictée par Staline depuis Moscou était appliquée sans le moindre examen. Il s'agissait d'apaiser, à tout prix, la direction du Kuomintang.

En fait, il y avait vacance du pouvoir à Canton. Les éléments en jeu étaient objectivement définis, mais les rapports entre eux ne s'étaient pas déployés pratiquement. Alors qu'une stratégie entièrement passive prévalait dans la théorie et la pratique communistes, il en allait bien autrement chez les chefs du Kuomintang. Le plus solide d'entre eux, Chiang Kai-shek, frayait son chemin vers l'affirmation définitive de son pouvoir.

Chapitre 6

CANTON : LE COUP DU 20 MARS 1926

Dans ces jours-là, à Canton, Chiang Kai-shek ressemblait à Cerbère, le gardien aux trois têtes des portes de l'enfer.

L'une de ses têtes regardait à droite, et avait le visage de Tai Chi-t'ao, qui était devenu à Canton l'organisateur et le propagandiste en chef de l'aile conservatrice du Kuomintang; et qui servait de relais entre l'aile droite, déclarée, de Shanghai et celle, camouflée, de Canton. Si l'on s'en tient à la vision schématique de Borodine, quant aux lignes politiques du Kuomintang, le parti se divisait en opposants et en partisans de la réorganisation de 1924. Ceux qui s'y opposaient constituaient la droite et s'occupaient fébrilement de leurs complots ou de leurs intrigues, à Shanghai ou à Pékin. Ceux qui soutenaient cette réorganisation formaient la gauche, c'étaient les dirigeants du parti à Canton. Mais la présence de Tai Chi-t'ao dans la capitale du Kuomintang, et l'envergure de ses activités, constituait une preuve suffisante de ce que Canton possédait sa propre aile droite, une aile droite solide et dont les liaisons avec les politiciens nordistes étaient bien établies. Dès juillet 1925, Tai avait entamé son action, sous la protection tacite de Chiang Kai-shek, publiant des brochures antimarxistes et anticommunistes, dans lesquelles il réclamait que soient rendus aux fractions « conscientes » de la population leurs droits inaliénables de prendre en main et de guider les « inconscientes ». Le communisme, d'après lui, n'avait rien de commun avec la doctrine de Sun Yat-sen, doctrine qu'il fallait préserver de la menace d'altération que représentait pour elle le communisme. Tai, ouvertement, s'organisait en faveur de la société Sun Yat-seniste qui, pour le moment, mettait le plus grand

soin à se distinguer de son proche parent, le Groupe des Collines de l'Ouest. Les Sun Yat-senistes « déclaraient qu'ils différaient du Groupe des Collines de l'Ouest sur trois points : premièrement, le Groupe des Collines de l'Ouest était contre la réorganisation de 1924, alors qu'eux l'avaient soutenue. Deuxièmement, cette conférence des Collines de l'Ouest avait regroupé des anarchistes, des bureaucrates réactionnaires et corrompus, alors qu'eux-mêmes étaient des révolutionnaires actifs. Troisièmement le but... [du Groupe des Collines de l'Ouest]... était de renverser Wang et Chiang, alors qu'eux les reconnaissaient comme leurs chefs. Tout en appartenant à la gauche ils étaient énergiquement et activement opposés au communisme bien autant que les gens des Collines de l'Ouest, et ils désiraient rompre avec le parti communiste¹. »

La seconde tête de Cerbère regardait à gauche, et avait le propre visage de Chiang. De ses lèvres coulait la fidélité à la cause de la révolution. « Moi aussi, disait-il, je désire rester près des tombes de ceux qui sont déjà morts, martyrs de la révolution nationale, du triple démisme et du communisme. On ne peut faire la révolution nationale sans les *Trois Principes du peuple* du D^r Sun Yat-sen, ni la révolution internationale en négligeant le communisme. On ne peut contester que la révolution chinoise soit une partie de la révolution mondiale. La réalisation du triple démisme signifie la réalisation du communisme. Si nous savons que nous ne pouvons séparer la révolution chinoise de la révolution mondiale, pourquoi devrait-il y avoir la moindre querelle parmi nous, à propos du triple démisme ou du communisme²? »

La troisième tête de Cerbère était au milieu, regardait en avant et complait les points. Sur sa gauche, Chiang s'entendait dire que le communisme était bien la même chose que le Sun Yat-senisme, sur sa droite il entendait sa créature, Tai Chi-t'ao, proclamer leur antagonisme irréductible. De la gauche, il tirait soutien, prestige auprès des masses, armes russes, argent et conseils. A la droite il était redevable de son choix politique de base, et du matériel humain à partir duquel il avait construit sa propre machine de pouvoir. Pour occuper les postes stratégiques, Chiang choisissait exclusivement des non-communistes, avec soin. Pour ce genre d'affaire, il lui était facile d'influencer le chef du parti, Wang Ching-wei, un homme bien de sa personne, mais faible, et qui perpétuellement se croyait dans un camp et, invariablement, allait finir

dans l'autre. Il termina plus tard ignoblement sa carrière, comme marionnette de l'occupant japonais.

Dans l'organisation du Kuomintang plusieurs communistes étaient membres d'un « Comité exécutif central » très élargi, mais ils ne disposaient d'aucun poste dans le secrétariat du parti. Le conseil militaire utilisait des conseillers techniques russes, et le département politique de l'armée était bien souvent dominé par des personnalités russes; mais ils étaient tenus à l'écart de l'état-major général, aussi bien que du département financier de l'armée. Dans le gouvernement national il n'y avait aucun communiste; seulement Borodine, avec le simple titre de conseiller. D'un autre côté, en bas de l'appareil gouvernemental ou du parti, les communistes et leurs sympathisants se chargeaient du travail quotidien, et exerçaient une influence personnelle très grande. C'est d'eux que l'aile gauche de Canton tira la force qui lui permit de dominer le second congrès national, en janvier 1926.

Le congrès eut lieu dans l'enthousiasme suscité par les grandes victoires sur les militaristes locaux, et par la vigueur des succès des organisations populaires de masse. Il y avait maintenant huit cent mille ouvriers organisés dans le pays, et les associations paysannes, pour le Kuangtung seulement, comptaient déjà six cent mille membres. Hong-Kong était paralysé par la grève et, à Canton, les piquets patrouillaient dans les rucs de la ville et sur les quais. Les leçons de l'unification du Kwangtung étaient encore fraîches dans les esprits Kuomintang; il y avait encore à gagner le reste du pays, et le congrès adopta par acclamations les résolutions qui reprenaient les vagues promesses et les formules de la « politique ouvrière et paysanne » du Kuomintang. Le congrès fit les gros yeux à Cerbère N° 1, en blâmant modérément Tai Chi-t'ao pour la propagande anticommuniste à laquelle il se livrait. Cerbère N° 2 eut droit à toutes les faveurs, et Chiang Kai-shek fut élu, pour la première fois, au Comité exécutif central du Kuomintang. Chiang ne se récusait pas, et célébra « l'alliance avec l'Union soviétique, avec la révolution mondiale »³. Mais Cerbère N° 3, Chiang l'ambitieux, le calculateur, était amer, car à ce congrès la première place était tenue par Wang Ching-wei, chef du parti et du gouvernement, président du conseil militaire, détenteur de toutes les hautes fonctions auxquelles Chiang aspirait.

Chiang Kai-shek s'était rapidement considéré comme le chef de file des disciples de Sun Yat-sen. L'assassinat de

Liao Chung-k'ai, et la mise à l'écart de Hu Han-min, n'avaient laissé que Wang, longtemps le favori personnel de Sun Yat-sen, comme dauphin. Chiang n'était encore que le chef de l'académie militaire de Whampoa, et le commandant en chef de la première armée, alors que Wang, en tant que chef du parti et du gouvernement, non seulement tenait le pouvoir civil, mais encore, en tant que président du conseil militaire, représentait le contrôle civil sur l'appareil militaire. D'autres officiers supérieurs qui avaient rejoint les rangs du Kuomintang, jouissaient d'une égalité intolérable dans les répartitions des avantages politiques et matériels, en particulier les armes. Un jour, en février, où la délégation militaire russe régalaient les dirigeants du Kuomintang, un officier russe proposa un toast dans lequel il plaça le nom de Wang avant celui de Chiang. Un convive dit qu'il vit ce dernier blêmir et serrer les dents. « Il ne dit pas un mot de la soirée ⁴. » Chiang était farouchement jaloux des diverses prérogatives de Wang, et les politiciens de l'aile droite savaient très bien comment jouer sur le clavier de la vanité de Chiang. La vieille garde du Kuomintang s'était rendu compte de bonne heure que Chiang représentait son meilleur espoir de reprendre le dessus. Lors de la conférence des Collines de l'Ouest, que Tai Chi-t'ao avait contribué à réunir, ils adoptèrent le mot d'ordre : « Alliance avec Chiang pour renverser Wang. » A ce moment, Chiang rejetait publiquement une telle idée mais, en privé, il y regardait de plus près. Un congrès-croupion de l'aile droite eut lieu à Shanghai, en janvier 1926, et insista sur les ouvertures qu'il offrait; Chiang se montra plus réceptif. Bien que la « gauche » eût apparemment triomphé, et qu'à Moscou le Comintern célébrât « la transformation du Kuomintang en une force combattante résolue, en un véritable parti de la révolution chinoise ⁵ », de grandes fissures se faisaient jour, indiquant clairement la progression de l'aile droite à Canton.

« La droite, l'aile antirouge, du Kuomintang, avec son quartier général à Pékin et à Shanghai... n'a pas que de minces appuis du côté des éléments les moins radicaux du Kuomintang dans la capitale du Sud. Le général Chiang et d'autres de ses amis n'ont pas manqué de le ressentir », écrivait à Canton un journaliste chinois perspicace ⁶. Influence qui se passa bientôt de toute médiation, d'intermédiaire et d'entretiens secrets; Chang Ching-chiang, le millionnaire de Shanghai, le premier protecteur de Chiang,

vint sur place personnellement pour couvrir son investissement. Il devint le mentor de Chiang, son principal soutien politique et son conseiller. La course de Chiang vers le pouvoir s'accélérait. Il s'agissait de contrôler le mouvement des masses en pleine croissance, et de s'assurer qu'il n'irait pas au-delà des intérêts de la bourgeoisie. Pour cela, il s'agissait concrètement de remettre les communistes dans le rang, de niveler et de définir leur position en tant qu'auxiliaires du Kuomintang. Il était temps, en gros, de réduire le salaire politique des communistes, d'accroître le profit politique de la bourgeoisie, et de mettre à la disposition de celle-ci le capital considérable, et pas encore jeté sur le marché, que représentait le mouvement de masse. En bref il fallait stabiliser la gestion à son sommet, en la reprenant des mains tremblantes des libéraux. Il fallait pour cela assener un coup, rude mais pas fatal, aux communistes et à leurs alliés de la petite-bourgeoisie radicale. Si les cliques des politiciens et des généraux cantonnais étaient déchirées par des intrigues qui s'entremêlaient, c'étaient seulement parce que beaucoup d'entre eux s'étaient efforcés de frapper les premiers. Grâce à Borodine, Chiang était le mieux placé, et ce fut lui qui se décida à passer aux actes.

L'influence des impérialistes agissait sur l'aile droite et, à travers Chang Ching-chiang et la société Sun Yat-séniste, réagissait sur Chiang Kai-shek. Leur projet se conjugait avec son ambition personnelle, sa duplicité, ses dons pour l'intrigue et sa soif évidente de pouvoir. Rabaisser les communistes revenait à assurer l'hégémonie de la bourgeoisie sur les masses; subjuguier ses rivaux revenait à prendre la première place dans la pratique de cette hégémonie. La trame et la chaîne se resserraient, et il devint ce que Karl Marx, faisant allusion à Louis-Napoléon, appelait « un homme qui ne décide pas pendant la nuit et n'agit pas pendant le jour, mais décide le jour et agit la nuit ».

Plusieurs heures avant l'aube, au matin du 20 mars 1926, les troupes de Chiang se mirent en mouvement. Le prétexte en était l'attitude prétendument menaçante de la canonnière *Chungshan*, qui avait jeté l'ancre à Whampoa pendant la nuit. Les incidents qui se déroulèrent cette nuit-là tranchèrent un nœud d'intrigues trop compliquées, concernant trop d'ambitions antagonistes, pour qu'on les démêle ici. Chiang n'était pas le seul à désirer la maîtrise du Kuomintang, mais par son coup il allait jeter tous ses

rivaux de côté, ou les ramasser dans son camp. Ses troupes suivirent rigoureusement les ordres qu'il leur avait donnés. Les commissaires politiques, attachés aux unités qu'il avait sous ses ordres, une cinquantaine d'hommes, communistes pour la plupart, furent arrêtés. Le quartier général du Comité de grève de Canton — Hong-Kong fut razzié, et toutes les armes trouvées là furent confisquées; tous les conseillers soviétiques furent mis en résidence surveillée; et Teng Yen-ta, un dirigeant procommuniste du Kuomintang, qui avait succédé à Liao Chang-k'ai comme directeur politique de l'Académie militaire de Whampoa, fut mis aux arrêts. Chiang ramassa un gibier encore engourdi par le sommeil. Li Chih-lung, le communiste qui était à la tête du bureau maritime, fut un de ceux qu'on arracha à leur lit pour les jeter dans la prison militaire *. Canton se réveilla avec Chiang Kai-shek pour maître, les autres dirigeants du Kuomintang dans la panique la plus confuse. Ils furent tous « pris au dépourvu et n'avaient même pas imaginé que le coup allait leur tomber dessus », si l'on en croit Hua Kang, un historien communiste †. Ils avaient tous très peur.

Les membres du Comité exécutif central du Kuomintang se réunirent en hâte. « Puisque Chiang Kai-shek a toujours combattu pour la cause de la révolution, on espère qu'il se rendra compte qu'il a commis une erreur dans cette circonstance », se hasardèrent-ils à dire dans une résolution. « Mais compte tenu de la situation présente, les camarades de la gauche devraient provisoirement se retirer ‡. » En ce qui concerne Wang Ching-wei, cela signifiait son départ; aussi tomba-t-il malade fort à propos. Son biographe rapporte qu'il « considérait que le meilleur moyen pour assainir la situation était qu'il se retire, et qu'il autorise Chiang à prendre pour le moment les choses en main § ». Après une scène ignoble au Mint, où il passa à Chiang les sceaux de son autorité, il se retira tout d'abord dans un village de la région de Canton, et quelques jours plus tard s'exila en Europe. Avant de s'embarquer, il écrivit à Chiang pour le prier de s'en tenir à la voie « révolutionnaire ». « Auquel cas, Wang n'hésitait pas à se sacrifier ¶. »

Si les « gens de gauche » du Kuomintang capitulèrent

* Li qui, pour les apparences, devint, alors qu'il n'avait vraiment rien fait pour, le plus important objectif de l'opération, a laissé le rapport le plus complet sur les événements de la nuit, dans un pamphlet qui fut publié en 1927 à Wuhan : *La Démission du président Wang Ching-wei*.

d'une façon aussi dérisoire, ce fut parce que la soudaine attaque de Chiang contre eux n'avait pas entraîné de réactions de la vraie gauche, des masses organisées qui étaient déconcertées et absolument pas au courant de ce qui se tramait au sommet¹¹. Un observateur étranger, qui arriva à Canton quelques jours plus tard, se délectait de découvrir que les communistes se terraient et que les conseillers soviétiques faisaient leurs valises¹². Chiang ne désirait d'ailleurs pas encore s'en prendre directement au mouvement de masse : il ne cherchait qu'à le mettre sous le contrôle de la bourgeoisie, et à concentrer ce contrôle entre ses mains. Ayant mis en fuite avec un plein succès les dirigeants de la « gauche », il poussa son avantage jusqu'à s'expliquer avec les travailleurs. Les événements du 20 mars, et en particulier le raid contre le quartier général de la grève, provenaient d'un « malentendu », leur dit-il; et il promit de blâmer les officiers responsables. Les communistes eux-mêmes étaient si bien désorientés qu'ils ne savaient pas s'il fallait le croire ou non¹³.

Pendant ce temps-là, les politiciens de droite, qui observaient jusqu'ici la mêlée depuis leurs refuges de Hong-Kong et de Shanghai, arrivèrent en foule à Canton. Une session plénière du Comité exécutif du Kuomintang fut convoquée pour le 15 mai et, alors que la date de la réunion approchait, une atmosphère de pogrom, soigneusement fabriquée, enveloppa la ville. Les murs furent recouverts d'affiches mettant en garde contre de mystérieuses « provocations » et des rumeurs commencèrent à circuler à propos d'un coup imminent des communistes contre le gouvernement. On mit en scène une ruée sur la banque centrale, dont les guichets furent assiégés. La veille du Congrès, la loi martiale fut brusquement proclamée, et la ville bouclée. En dehors de l'entourage immédiat de Chiang, personne n'avait la moindre idée de ce qui allait se passer.

Lors de la session d'ouverture, Chiang présenta, et fit passer une résolution spéciale « en vue d'un rajustement des affaires du parti », conçue pour définir et limiter de la façon la plus serrée l'activité organisationnelle des membres communistes du Kuomintang. Il fut ordonné aux Communistes de « ne pas critiquer ni entretenir aucun doute au sujet du Dr Sun Yat-sen ou de ses principes ». On ordonna au parti communiste de remettre au Comité permanent de l'exécutif du Kuomintang la liste de tous ses membres militant au sein du Kuomintang; et les membres communistes des comités municipaux, provinciaux, et central du

parti, virent leur nombre limité au tiers de l'effectif de ces comités. Ils furent exclus de toutes les directions des départements, du parti ou du gouvernement. Par contre, il fut enjoint aux membres du Kuomintang de « ne pas s'engager dans d'autres organisations ou d'autres activités politiques ». C'est-à-dire que les communistes pouvaient adhérer au Kuomintang, mais les membres du Kuomintang ne pouvaient adhérer au parti communiste sans se voir confisquer leur carte du parti. Désormais, toute instruction du Comité central communiste à ses propres militants devrait être soumise tout d'abord à l'approbation d'une commission paritaire spéciale¹⁴.

Bouclant consciencieusement cette camisole de force sur les communistes, Chiang s'emparait de tous les pouvoirs. Le coup du 20 mars avait brisé l'autorité du conseil militaire civil, et la mise à l'écart de Wang Ching-wei avait donné à Chiang le contrôle incontesté du parti et du gouvernement. Le 15 mai, la session plénière régularisait ces modifications. Chiang fut installé formellement à la tête du parti, et il s'empressa de désigner Chang Ching-chiang comme son fondé de pouvoir à la tête du Comité exécutif central. Des plans relatifs à une expédition militaire vers le nord furent également approuvés, et Chiang Kai-shek nommé Généralissime des armées; en conséquence quelques décrets lui conférèrent les pouvoirs spéciaux de l'état d'urgence pour toute la durée de la campagne. Tous les bureaux du gouvernement et du parti furent subordonnés au quartier général du Généralissime. Le conseil militaire, conçu à l'origine pour que les civils puissent limiter les ambitions des militaires, passa entièrement aux mains de Chiang. Il prit en charge le département politique, l'arsenal, l'état-major général, les écoles navale et militaire, et se chargea de la répartition des finances gouvernementales. Le gouvernement de Canton était devenu une dictature militaire. La victoire était complète.

Il semblerait raisonnable de s'attendre que cette prise du pouvoir sans effusion de sang ait déclenché la sonnette d'alarme pour les communistes chinois et leurs mentors du Kremlin. En 1920, Lénine avait prévu que, dans les mouvements révolutionnaires coloniaux, la bourgeoisie nationaliste s'efforceraient de s'emparer du mouvement, et de le maîtriser, afin de faciliter un compromis avec les puissances impérialistes. Il avait même prédit qu'au cours de ce processus les nationalistes bourgeois essaieraient de se travestir en communistes. Il avait mis

en garde les communistes quant à leur propre indépendance, les incitant à la préserver, à maintenir l'autonomie de leur direction, et à empêcher la révolution de dérailler⁵¹. Lénine était mort depuis, et ses idées embaumées avec lui sur la Place Rouge. Maintenant Staline avait devant lui, sur une grande échelle, un test et une confirmation pour l'analyse que Lénine avait faite. Si, à la différence de Lénine, les stratèges du Kremlin n'avaient pu prévoir l'événement ils pouvaient au moins regarder en face le fait accompli. A la différence de Lénine, les nouveaux dirigeants n'étaient pas concernés par les lignes de force du combat révolutionnaire, qui était pour eux lettre morte. Ils ne se préoccupaient que de trouver un allié solide dans une nouvelle Chine nationaliste. Ils étaient convaincus que la bourgeoisie chinoise était et resterait un tel allié. Ils étaient tout à fait prêts à accepter son hégémonie sur la révolution nationale, quel qu'en soit le prix pour les masses et les communistes chinois. Lénine avait mis en garde contre un abandon de la direction aux « démocrates bourgeois ». Staline était tout à fait prêt à ce que les communistes chinois abandonnent la direction à un dictateur militaire. Cependant Staline et ses collègues avaient encore à justifier leur politique en termes révolutionnaires, et il était difficile de trouver un alibi idéologique au coup de Chiang à Canton. Ils choisirent l'intéressante solution de n'en pas proposer, et très simplement ils ne reconnurent pas qu'il avait eu lieu. Ils supprimèrent donc toutes les nouvelles et toutes les informations à ce propos.

Tenus à l'écart de la presse russe et de la presse communiste internationale, ces faits furent même cachés au Comité exécutif du Comintern, ainsi qu'à son Présidium. Il nous reste à ce sujet le témoignage de certains membres de ces deux assemblées¹⁶. Lorsque les nouvelles du coup furent annoncées en Chine et à l'étranger dénaturant certains détails mais révélant cette élémentaire vérité que le pouvoir à Canton était passé aux mains de Chiang Kai-shek, les engrenages de l'appareil du Comintern commencèrent à produire des démentis véhéments. L'organe central du Comintern, le 8 avril 1926, écrivait :

L'agence télégraphique Reuter... a récemment annoncé que Chiang Kai-shek, le chef suprême des troupes révolutionnaires (et que jusqu'ici Reuter désignait comme un rouge) vient de perpétrer un coup d'État à Canton mais ce rapport mensonger devait être démenti... Le Kuomintang

n'est pas un groupuscule, mais un parti de masse dans le véritable sens du mot, et les troupes révolutionnaires de Canton et le gouvernement révolutionnaire de Canton reposent sur cette base. Il est bien sûr impossible d'y pénétrer un coup d'État en une nuit.

Loin de s'être converti en un instrument de la politique bourgeoise, le gouvernement de Canton avait plus que jamais « la révolution nationale pour but » et il était en train d'étendre son pouvoir aux provinces limitrophes en tant que « gouvernement soviétique ». Les perspectives :

n'ont jamais été si favorables que maintenant... La province du Kwangsi formera bientôt un gouvernement soviétique... et, conséquence du mouvement national révolutionnaire, le pouvoir des généraux est en train de déperir. Le gouvernement Kuomintang procède à l'organisation des administrations, de districts et municipales, dans la province du Kwangtung d'après le système soviétique¹⁷. [En italique dans l'original.]

Au mois d'avril un câble de Moscou au *Daily Worker* de New York déclarait :

Dans un effort pour faire avancer sa propagande impérialiste la presse réactionnaire britannique de Hong-Kong et de Londres a répandu des fables sensationnelles sur une rupture à l'intérieur du gouvernement nationaliste. Ces rapports n'ont aucune base réelle; ce ne sont que des provocations de l'impérialisme britannique. Il n'y a pas eu d'insurrection à Canton, et à l'origine de ces rapports il semble y avoir certaines différences d'appréciation entre un général de l'armée cantonaise et le gouvernement de Canton. Différences d'appréciation qui ne remettent pas en cause les principes et ne relèvent pas d'une lutte armée pour le pouvoir. Ce différent a été réglé, et Canton reste la place forte du mouvement pour l'émancipation du peuple chinois. La tentative de l'impérialisme britannique pour utiliser à ses propres fins un différend sans importance a échoué... La presse de Moscou considère cette provocation de la presse réactionnaire britannique comme donnant la mesure des plans de l'impérialisme britannique en ce qui concerne Canton. Les *Izvestia* ont écrit : « L'espoir engendre l'imagination, et les impérialistes britanniques ont présenté leurs intentions réelles comme un fait accompli¹⁸. »

Si l'on pouvait admettre que ces démentis provenaient peut-être d'une ignorance authentique des faits, il serait délicat d'en dire autant du rapport du délégué du Comintern, G. Voitinsky, qui écrivait depuis Canton :

Les impérialistes britanniques... ont vainement tenté de provoquer une insurrection à Canton et, en même temps,

claironnaient dans le monde entier que le gouvernement de Canton était déjà tombé, que l'aile droite du Kuomintang avait pris le pouvoir et formé un gouvernement qui avait passé un compromis avec les Britanniques et était en train d'arrêter les partisans du Kuomintang de gauche aussi bien que les communistes. Tout cela concourt à mettre en lumière la fable impérialiste... Le gouvernement de Canton, qui avait été « renversé » par la presse impérialiste, est en vérité plus fort que jamais¹⁹.

Jusqu'à la fin de 1926, l'assemblée la plus haute du Comintern délibéra sur la situation en Chine et fit passer une résolution qui, comme nous aurons l'occasion de le voir, ne faisait aucune mention des événements du mois de mars à Canton.

Borodine, qui avait fait un tour dans le Nord, revint à Canton, après le coup, mais avant la session plénière du 15 mai. Un observateur américain, qui avait déjà été en relation avec quelques-uns des conseillers les plus intimes de Chiang Kai-shek (et qui plus tard devait entrer au service du gouvernement de Chiang) arriva à Canton quelques jours plus tard. Selon lui :

Les Russes semblaient croire que la partie était jouée. La plupart des communistes chinois se cachaient... Les anticommunistes jubilaient... Borodine s'en était expliqué avec Chiang. Chiang désirait savoir jusqu'où la Russie le soutiendrait dans une expédition militaire contre le Nord. Borodine s'était jusque-là opposé à une expédition contre le Nord, et l'attitude de Chiang envers une reconduction de l'alliance avec la Russie dépendait de l'attitude de Borodine à l'égard de l'expédition vers le Nord. On en vint à un compromis : les Russes soutiendraient une expédition du Nord, l'alliance avec les communistes était reconduite, et les communistes remis en selle²⁰.

En conséquence, selon d'autres sources, « les relations de Borodine et de Chiang devinrent meilleures que jamais²¹ », et « Borodine reprit à son compte toutes les décisions de la session du 15 mai²² ». On rapporta par ailleurs que tous les pouvoirs de l'état d'urgence qui avaient été délégués à Chiang après sa nomination comme généralissime, l'avaient été « sur le conseil de Borodine²³ ». Quoi qu'il en fût Borodine, et après lui les dirigeants du parti communiste chinois, se soumirent sans problème à la dictature militaire qui résultait du coup du 20 mars. Borodine veilla à ce que les conseillers militaires russes qui avaient encouru le mécontentement de Chiang soient démis de leurs fonctions et remplacés par des collègues plus dociles. Dans la plupart

des cas, cela concernait des officiers russes qui s'étaient occupés de formations ne relevant pas du commandement direct de Chiang. Chiang aurait pu à peine demander plus. S'étant procuré tous ces avantages plus facilement qu'il ne pouvait l'imaginer, il se débarrassa de quelques-uns des conspirateurs de l'aile droite qui l'avaient aidé à exécuter son coup. Il les expulsa de Canton, ayant besoin de réapparaître comme un « gauchiste ». Ses associés de l'aile droite pouvaient l'attendre à Shanghai.

Louis Fischer, dans la relation qu'il donne de ces événements, reprenant sans vergogne la version de Borodine et faisant son apologie, décrit les suites du 20 mars de la façon suivante : « Mais Chiang, dont la caractéristique dominante n'était pas le courage, avait été apparemment effrayé par ses propres faits et gestes et avait envoyé... une humble lettre priant Borodine de revenir sans délai dans le Sud. » Lorsque Borodine fut de retour, Chiang « se confondit en excuses... Que dois-je faire, demandait-il à Borodine? — Préparer l'expédition du Nord, répondit Borodine. » C'était alors « parce que Borodine souhaitait compenser les dommages causés par le coup du 20 mars » que Chiang « prépara un second coup... cette fois contre la droite ».

« Mais pourquoi donc Borodine, le Kuomintang de gauche, et le parti communiste chinois, n'éliminèrent-ils pas Chiang Kai-shek? » continue Fischer — « parce qu'ils étaient trop faibles », répond-il après Borodine.

...Ils bénéficiaient d'une large sympathie des masses, mais à Canton ils maniaient des forces trop insuffisantes pour renverser Chiang et la bourgeoisie qui le soutenait... les deux côtés n'ignoraient pas que la lutte entre eux était inévitable. Mais plutôt que de verser maintenant le sang, ce qui ne pouvait profiter qu'aux militaristes locaux, ils convinrent tacitement de reporter la solution au-delà du Yangtze. La résolution sur l'expédition du Nord fut adoptée par le comité central du Kuomintang, le 15 mai. Lors de cette réunion les sentiments exprimés par chaque faction revenaient à ceci : « Messieurs, nous n'ignorons pas que nous devons nous affronter. Mais il nous faut un champ de bataille plus large. Reportons le jour de la décision et, pendant ce temps-là, allons de l'avant ensemble vers un but commun ²⁴. »

Le rapport de Fischer ne fait aucune mention des autres résolutions qui furent adoptées le 15 mai, et qui ne faisaient qu'entraver le parti communiste. Il était vrai que l'effusion de sang avait été reportée, mais si, comme Fischer le déclare formellement, Borodine se préparait à affronter

Chiang Kai-shek, on peut se demander pourquoi tout le pouvoir et toutes les armes furent déposés à l'avance. Contrairement à la version après-coup de Borodine les faits en question montrent que ce fut Chiang Kai-shek qui eut l'initiative et qui agit hardiment, et que ce furent Staline, Borodine et compagnie, qui reculèrent en pleine terreur. Agissant sous leurs ordres, les communistes chinois devaient maintenant mettre les pouces, et même ramper devant le nouveau maître du mouvement nationaliste.

Chiang Kai-shek avait arrangé son coup et fait passer les décisions de mai sous le prétexte que les communistes complotaient de leur côté, et préparaient un coup d'État. Certes des conspirations rivales à Canton visaient Chiang, mais toutes étaient montées par ses concurrents parmi les généraux et les politiciens qui ne désiraient que jouer le rôle qui lui échet finalement. Le seul rôle tenu par les communistes dans tous ces complots était celui de la victime. Rien n'était plus éloigné des calculs des dirigeants communistes chinois, en mars 1926, qu'une tentative pour prendre le pouvoir. Mais Chiang Kai-shek et l'aile droite fabriquèrent leurs rumeurs de « complot » communiste à partir de la logique qu'offrait la situation. Ce furent eux, et non les communistes, qui s'aperçurent que les ouvriers, avec leurs organisations en plein développement, leurs piquets en armes, leur militarisme et leur force, étaient capables de prendre en main le mouvement révolutionnaire. Ce furent eux par conséquent, et pas les communistes, qui comprirent qu'il était temps de passer aux actes. Et personne ne fut plus choqué, affligé et effrayé que les dirigeants communistes chinois lorsque effectivement les autres passèrent aux actes.

En tout premier lieu [écrivait Ch'en Tu-hsiu, secrétaire général du parti communiste chinois], à moins que le parti communiste ne soit un parti de fous, il ne veut certainement pas établir un gouvernement ouvrier et paysan à Canton. Deuxièmement, Chiang Kai-shek est l'un des piliers du mouvement révolutionnaire national. A moins que le parti communiste ne soit l'instrument des impérialistes il n'adopterait certainement pas une telle politique, visant à rompre l'unité des forces révolutionnaires chinoises!... La politique du parti communiste contrairement aux allégations des gens de droite, est que non seulement les forces révolutionnaires dans la province de Canton ne doivent pas éclater, mais que les forces révolutionnaires du pays tout entier doivent être unifiées. Autrement, il est impossible de combattre l'ennemi ²⁵.

Dans une lettre ouverte adressée à Chiang Kai-shek, le 4 juin, Ch'en Tu-hsiu protestait encore :

Dans les circonstances présentes, conspirer pour renverser Chiang Kai-shek à Canton, quel secours ce serait pour les forces réactionnaires ! Si le parti communiste chinois est un parti contre-révolutionnaire de ce genre, on doit s'en débarrasser... Si parmi les camarades du parti communiste il y en avait qui entretiennent l'idée d'une telle conspiration contre-révolutionnaire, vous devriez les abattre sans cérémonie. Mais je sais, je suis convaincu que dans notre parti personne n'a de telles idées en tête²⁶.

Pour bien démontrer que les communistes avaient bel et bien de telles idées en tête, Chiang Kai-shek, prenant la parole à Canton peu après le 20 mars, avait rappelé la remarque d'un certain communiste qui avait dit : « Dans notre organisation, ici, nous avons un Tuan Ch'i-jui *, et afin de renverser le Tuan Ch'i-jui qui se trouve dans le Nord, nous devons tout d'abord renverser le Tuan Ch'i-jui qui se trouve parmi nous. » Le communiste à l'origine de cette remarque offensante publia en toute hâte une lettre ouverte à Chiang, expliquant qu'il avait voulu dire « l'idéologie de Tuan Ch'i jui », c'est-à-dire les vieilles idées féodales et que, parce qu'il avait parlé dans le dialecte de l'Anhui, et pas en cantonais, il y avait eu une erreur commise par l'interprète.

Je ne vous ai jamais diffamé, et il est évident que tout ce que j'ai dit était affectueux, et visait à vous protéger pour le bien de la révolution nationale... Je me souviens qu'après le 20 mars je vous ai rencontré... et que j'ai exprimé sincèrement mes sentiments d'éternelle confiance en vous. Si vous me considérez comme un camarade, vous auriez dû me le dire. Ou bien, si vous aviez vu quelque chose qui n'allait pas chez moi, vous auriez dû me blâmer sévèrement, ou me châtier et me faire corriger mon erreur. Mais vous m'avez seulement répondu doucement avec indifférence : « Aucune importance, aucune importance... » Aussi pourquoi m'accusez-vous maintenant de diffamation et d'avoir eu des idées derrière la tête²⁷ ? »

Celui qui avait écrit cette lettre, Kao Yü-han, n'était pas un obscur militant mais un des dirigeants du parti

* Tuan Ch'i-jui était à la tête d'un des gouvernements les plus notoirement corrompus qui se succédèrent dans le Nord, à Pékin.

communiste, qui avait également une responsabilité au sein du comité de contrôle du Kuomintang.

Alors que le coup du 20 mars avait entraîné des démentis et des reproches, les résolutions de la session plénière du 15 mai furent avalisées sans problème, les communistes cherchant, par les moyens les plus détournés, à les justifier. « Lorsque les impérialistes l'ont vue (la résolution sur le réajustement des affaires du parti) ils auraient pu croire que votre parti était tombé dans leur piège et qu'il avait volontairement brisé le front révolutionnaire afin de se tourner vers la droite... » disait une lettre officielle du Comité central du parti communiste au Kuomintang, mais il se peut que votre parti ait fait cela parce que la coopération entre notre parti et le vôtre avait fait germer la jalousie et le soupçon dans certains secteurs... par conséquent vous avez essayé d'introduire plusieurs modifications dans les formes de cette coopération, afin de venir à bout d'une jalousie et d'une suspicion superflues, et à long terme décanter les rangs du parti, assener des coups aux réactionnaires, consolider le front révolutionnaire et s'approprier à combattre l'oppression impérialiste et militariste de toutes vos forces. Si c'est le cas, alors il n'y a pas de conflit fondamental dans la politique de coopération avec notre parti. La principale chose est de consolider les forces révolutionnaires contre l'impérialisme, quelles que soient les formes revêtues par cette consolidation et cette coopération. Si tel est le cas, l'esprit d'alliance entre nos deux partis n'aura même pas connu un refroidissement passager... Votre résolution... est un problème pour notre parti, et sans considération de ce que vous déciderez, nous n'avons pas le droit d'accepter ou de rejeter²⁸. »

Le 28 mai, le correspondant cantonais du *Guide* (Hsiang Tao) l'hebdomadaire communiste écrivit que, si l'on considérait le fait que la session plénière du 15 mai avait adopté « une déclaration pour consolider tous les éléments révolutionnaires contre la réaction, aucun changement fondamental n'avait eu lieu dans la politique de coopération », et que :

une simple résolution sur les affaires du parti ne suffit pas à indiquer une évolution vers la droite du Comité exécutif central du Kuomintang. Les communistes reconnaissent pleinement que la situation présente de la révolution exige un front révolutionnaire solide et conséquent. Leur attitude envers la nouvelle résolution du Comité exécutif central

du Kuomintang est déterminée selon ce critère. La fraction communiste au cours de la session plénière du Kuomintang n'a pas élevé la moindre contestation... au sujet de l'organisation interne du Kuomintang *.

Cette complète soumission sur ordre de Borodine n'alla pas sans quelques protestations dans les rangs du parti communiste. Un groupe de membres du parti, à Shanghai, s'opposa à la capitulation, et exigea le retrait immédiat du Kuomintang, déclarant qu'il était impossible pour les communistes de travailler dans les conditions imposées par les résolutions du 15 mai. Le comité central à Shanghai et l'organisation du parti pour la province de Canton rejetèrent cette demande. Le comité du Kwangtung considérait que :

se retirer du Kuomintang signifierait abandonner les masses laborieuses, laisser à la bourgeoisie la bannière révolutionnaire du Kuomintang. Ce serait une perte irréparable. En ce moment une politique de discrétion provisoire doit être poursuivie afin de rester dans le Kuomintang ²⁹.

En dépit de cela, on vit pourtant que la direction avait accepté avec réticence les décisions de Borodine. On avait des arrière-pensées. Le désir de regagner un peu d'indépendance pour le parti était si fort qu'en juin le comité central se décidait à proposer que le parti communiste reprenne son existence en tant que tel, et remplace la dissolution actuelle au sein du Kuomintang par un bloc de Deux Partis ³⁰. Cette décision fut expédiée au Comintern à Moscou, qui la condamna et la rejeta immédiatement. A Moscou l'opposition conduite par Trotsky avait déjà commencé à demander la libération des communistes chinois de la camisole de force nationaliste, et la proposition qui venait de Chine suggérait trop opportunément que le parti communiste chinois, quoique ignorant les luttes internes en Russie, arrivait à la même conclusion que l'opposition. On ne pouvait permettre cela, ni même l'envisager. Le même article officiel du Comintern, qui, un an plus tard, allait révéler pour la première fois que le coup du 20 mars avait placé le Kuomintang sous le contrôle de son aile droite, mettait en lumière, semblablement

* L'auteur de ce rapport, Ts'ao Szu-yuan, devait payer de sa vie le fait de n'avoir pas « levé la moindre contestation » au sujet du nouvel état des affaires dans le Kuomintang. Il fut assassiné un an plus tard par les tueurs de Chiang.

pour la première fois, que les communistes chinois avaient demandé leur liberté, et qu'on avait ordonné que cette demande fût « révisée ». Même la proposition d'organiser des fractions de gauche à l'intérieur du Kuomintang, remarquable confession de cette vérité que la soi-disant gauche n'avait aucune organisation propre, fut condamnée en faveur d'une politique « visant à diriger le Kuomintang dans son ensemble vers la gauche, et à lui garantir une politique de gauche durable³¹ ».

En Chine, Borodine et les autres agents de la Russie et du Comintern avaient gelé le mouvement spontané des communistes chinois qui essayaient de tracer une ligne politique qui leur soit propre. Ch'en Tu-hsiu cite cette phrase de Borodine : « La période actuelle doit voir les communistes servir de coolies au Kuomintang³². » Les propositions pour se retirer du Kuomintang avaient été réduites au silence, car elles signifiaient « abandonner la bannière du Kuomintang révolutionnaire à la bourgeoisie ». La seule difficulté, c'était que cette bannière avait déjà été abandonnée à la bourgeoisie, et elle était bel et bien aux mains de l'aspirant-dictateur Chiang Kai-shek, et de l'aile droite. Les masses tenues dans l'ignorance de cette réalité devaient l'apprendre d'une façon soudaine et catastrophique. Le coup du 20 mars 1926 présente le remarquable spectacle d'un mouvement de masse énorme dirigé par les communistes, détourné sans difficulté de ses propres intérêts et placé sous le contrôle de ses pires ennemis, et en même temps tenu par ses chefs dans l'ignorance la plus totale de ce changement.

Conséquence de ceci, ceux qui contrôlaient maintenant le mouvement nationaliste pouvaient encore apparaître au peuple comme des « leaders révolutionnaires », dont la différence avec les communistes était peu discernable. En mai 1926, Chiang Kai-shek fut invité comme un hôte d'honneur au troisième Congrès national du Travail, où cinq cents délégués représentaient quatre cents syndicats et un million deux cent quarante mille ouvriers, dont huit cent mille avaient participé à plus de deux cents grèves économiques et politiques depuis le mois de mai précédent³³. Modeste, Chiang se présenta en tant que *shun ti* — « votre jeune frère ». Il donna acte, froidement, aux ouvriers et aux paysans, du rôle décisif qu'ils avaient joué sur la rivière de l'Est et lors des campagnes de 1925. « Dans cette période, dit-il, les masses ouvrières et paysannes... ont accéléré l'unification du Kwangtung, balayé les contre-

révolutionnaires et consolidé la base du gouvernement national. A partir de cela, nous pouvons constater que les ouvriers et les paysans sont déjà en mesure de combattre l'impérialisme avec leurs propres forces, sans avoir à compter sur l'armée ³⁴. » Ayant dit aux ouvriers chinois ce que les communistes n'avaient jamais osé leur dire, Chiang Kai-shek salua le poing fermé, cria « vive la révolution mondiale », et descendit de la tribune au milieu d'un fracas d'applaudissements.

Grâce à la politique communiste d'approbation inconditionnelle, Chiang pouvait aller de l'avant avec l'expédition du Nord, sûr et certain qu'il aurait le mouvement de masse à sa disposition, et donc qu'il pourrait agir contre lui au moment où il le jugerait opportun. Les grandes organisations de masse, entraînées par les communistes, furent jetées dans la bataille pour conquérir le Nord. Les forces expéditionnaires se mirent en mouvement en juillet et avancèrent de victoire en victoire, sur la crête d'une nouvelle vague révolutionnaire qui balayait comme un raz de marée les provinces du Kiangsi, du Hunan et du Hupeh, levant des millions de Chinois et emportant en peu de temps les grandes métropoles de Wuhan et de Shanghai. Mais le fruit de ce triomphe était garanti d'avance à Chiang. Au fur et à mesure que le mouvement nationaliste faisait la conquête de nouvelles provinces, apparaissait de plus en plus nettement la réalité déterminée par le coup du 20 mars, dans ce qui était devenu l'arrière du mouvement nationaliste, la ville de Canton et la province du Kwangtung.

L'expédition du Nord s'était à peine mise en route que les manœuvres de la direction contre le mouvement de masses sortirent de l'ombre, et se transformèrent en répression au grand jour. Le « recul provisoire » des communistes à Canton devint une déroute permanente. Le 29 juillet, le quartier général de Chiang Kai-shek proclamait la loi martiale. Les organisations publiques, les assemblées, la presse, les milices ouvrières et paysannes, les grèves, tombèrent sous la coupe de l'autorité militaire. Trois jours après l'ordre était donné « d'interdire tous les désordres dans le travail pendant toute la durée de l'expédition du Nord ». Pendant que les autorités de Canton restèrent officiellement en place, les gangsters de la région furent mobilisés au sein d'une « Union centrale du Travail », et furent lâchés sur les organisations syndicales régulières. Réveillés en sursaut après les berceuses de leurs dirigeants,

les ouvriers empoignèrent des couteaux, des bambous, occasionnellement des revolvers et des fusils, et se défendirent du mieux qu'ils purent. En six jours de combats de rues plus de cinquante ouvriers furent tués. Le 9 août, les autorités promulguèrent des règlements pour l'arbitrage de tous les conflits du travail sous les auspices du gouvernement. Il fut interdit aux ouvriers de porter des armes, de s'assembler et de défilér. « Toute tentative, durant la période de guerre contre le Nord, de semer des désordres en ville sera considérée comme un acte contre-révolutionnaire et une trahison contre le Kuomintang », afficha la police. Les rues étaient sillonnées de patrouilles militaires, et les membres de l' « Union centrale du Travail » furent appelés pour briser la grève des typographes qui paralysait la presse de la ville. Le congrès des délégués ouvriers, représentant cent soixante-dix mille ouvriers et employés cantonnais, menaçait maintenant de déclencher une grève générale, mais la menace venait des mois trop tard. La grève ne prit pas corps. Les quelques avantages que les ouvriers de Canton avaient acquis en plusieurs années sautèrent d'un coup. Le système des contrats, qui avait asservi les ouvriers à leurs employeurs, et qui avait été partiellement aboli à Canton, fut restauré. Les jeux d'argent, les bouges à opium, qui avaient été supprimés, reprirent une existence florissante; avec un racket officiel pratiquant des taux supérieurs à ceux d'avant la période nationaliste²⁵.

Dans les campagnes du Kwangtung, le coup du 20 mars fut le signal d'une contre-attaque brutale des propriétaires contre les paysans en révolte. Un rapport de l'Association paysanne de la province en février 1927 inventoriait les attaques, les assassinats de responsables paysans, la destruction des unions paysannes, qui avaient commencé en juin 1926 et avaient continué jusqu'à ce que le mouvement révolutionnaire soit tout à fait disloqué. Et pourtant, même dans ce rapport préparé par des responsables communistes du mouvement paysan, on essayait encore de dissimuler l'identité réelle des auteurs de la contre-attaque dans les campagnes. L'affaire du 20 mars, disait-on,

en réalité ne relève pas de la politique de notre Kuomintang mais des fonctionnaires cupides, des hobereaux corrompus, des crapules en ont tiré parti pour propager des rumeurs telles que « les associations paysannes vont être dissoutes » et « le Kuomintang va cesser sa politique ouvrière et paysanne »... La résolution adoptée le 15 mai par le Comité

exécutif central n'avait pour objet que de résoudre des affaires internes du Kuomintang, mais les propriétaires fonciers sans foi ni loi, les hobereaux corrompus, les fonctionnaires cupides ont compris que le gouvernement allait dissoudre les associations paysannes et que le Kuomintang allait abandonner sa politique ouvrière et paysanne³⁶.

En fait les propriétaires fonciers et leurs suppôts avaient compris exactement le rôle qu'ils devaient jouer dans le coup de Chiang. Les paysans ne comprirent jamais que les attaques contre eux étaient entièrement « légales », et que le coup du 20 mars avait en fait repoussé la révolte paysanne au-delà des limites de la « légalité » Kuomintang. La grève de Canton-Hong-Kong, par la même occasion, s'acheva misérablement.

Des négociations pour un règlement de la grande grève reprirent après le coup de mars ; elles avaient été suspendues en janvier, lorsque les Britanniques avaient catégoriquement rejeté les exigences des grévistes de Hong-Kong. Le gouvernement de Canton avait, à cette époque, insisté sur le fait qu'il ne pouvait négocier qu'en tant qu'intermédiaire entre les autorités de Hong-Kong et les grévistes. Lorsque la grève commença, en juin 1925, le gouvernement national nouvellement installé avait demandé la rétrocession des concessions de Shameen et le retrait de tous les navires de guerre des eaux cantonaises. Les ouvriers de Hong-Kong avaient demandé la liberté de presse et de parole, le droit de vote lors de l'élection des délégués chinois auprès du Conseil de la Couronne de la Colonie, une amélioration des conditions de travail, la prohibition du travail des enfants, l'obligation de la journée de huit heures et l'annulation de l'augmentation générale des loyers prévue pour le 1^{er} juillet. Les Britanniques refusèrent de négocier et, du haut de leur rocher de Hong-Kong, virent la grève et le boycott continuer. « Seules les activités illégales du Comité de grève de Canton, suscitées par les intrigues bolcheviques, empêchent la reprise de relations normales entre Canton et Hong-Kong sur l'ancien pied d'amitié, sans cérémonie », déclara le 4 février 1926 le gouverneur de Hong-Kong. « Nous attendons et demandons au gouvernement de Canton de mettre fin à ces illégalités. Je souhaite également qu'il soit bien compris que le gouvernement de Hong-Kong n'acceptera jamais le principe d'un paiement pour les jours de grève, ni celui d'indemnités pour les travailleurs qui ne seraient pas réintégrés³⁷. » Ce que Son Excellence attendait et

demandait se réalisa quelques semaines plus tard. Les changements apportés par le coup de mars de Chiang Kai-shek rendaient possible une reprise des relations sur « l'ancien pied d'amitié, sans cérémonie ».

Les contacts officieux entre Hong-Kong et Canton reprirent le 9 avril, lorsqu'un certain M. Kemp, procureur général du gouvernement de Hong-Kong, vint conférer avec C. C. Wu, le ministre des Affaires étrangères de Canton, ce qui fut officiellement décrit comme un « entretien cordial³⁸ ». Quelques jours après l'ajournement de la session de mai du Comité exécutif central, le gouvernement de Canton fit officiellement des avances à Hong-Kong, pour reprendre les négociations. Les Britanniques s'empressèrent d'accepter, les deux parties se rencontrèrent en juillet, et l'on dénigra des deux côtés les réclamations des ouvriers de Canton-Hong-Kong. « Ces demandes, déclara Eugène Ch'en, qui entre-temps avait pris le ministère des Affaires étrangères, virent le jour et furent formulées dans les circonstances exceptionnelles qui suivirent immédiatement la fusillade du 23 juin, et elles comportent des termes que mon gouvernement, poussé par un sincère désir de parvenir à un règlement satisfaisant, se prépare à réviser afin que rien d'incompatible avec la dignité et les intérêts véritables de la Grande-Bretagne, en tant que puissance commerçante en Chine, ne puisse obstruer la voie d'un règlement³⁹. » Il n'était plus question de payer les jours de grève. Il fut question au contraire d'un prêt de dix millions de dollars au gouvernement de Canton à la condition que « cessent totalement le boycott et toutes les autres manifestations antibritanniques à travers le territoire contrôlé par le gouvernement de Canton⁴⁰ ». Les délégués chinois ne firent même pas mine plus longtemps de défendre les intérêts des grévistes. Lorsque le Comité de grève demanda voix au chapitre, Chiang Kai-shek ordonna « au chef de la police de Canton d'empêcher toute intrusion des syndicats dans la conférence de Canton-Hong-Kong, maintenant en progrès⁴¹ ».

Durant les négociations des formations de soldats et de policiers patrouillèrent dans les principales rues, et les responsables syndicaux furent soumis à un contrôle très strict « afin d'empêcher parmi les ouvriers tout mouvement qui puisse faire croire que le Kuomintang n'est pas en mesure de contrôler la situation à Canton, et que tout arrangement avec le Kuomintang à propos de règlement de la grève... serait dérisoire », rapportait la *China Weekly*

Review. « Le Comité de grève de Canton vocifère toujours qu'on doit l'écouter, car il n'est pas admis aux négociations, maintenant en progrès, dans lesquelles les travailleurs sont concernés en premier chef; et l'on comprend qu'il ne devrait y avoir aucune objection, d'aucun côté, pour qu'à certains sujets une sous-commission, ou la conférence tout entière, puisse entendre des délégués ouvriers. L'opinion chinoise à Canton est que toute l'affaire a été réglée parmi les dirigeants du Kuomintang et le général Chiang Kai-shek avant la réunion des... délégations, le 15 juillet, et l'on ne voit pas comment une quelconque agitation parmi les travailleurs pourrait modifier la politique déjà formulée. Se préoccuper du Comité de grève sera plus une affaire de courtoisie qu'autre chose ⁴². »

Même la proposition d'acheter la fin de la grève pour dix millions de dollars tomba bientôt à l'eau. Le marchandage du gouvernement de Canton s'écroula aussitôt que, pour les Britanniques, il fut évident que les maîtres de Canton ne parlaient plus au nom des ouvriers, et étaient en fait aussi impatients que les Anglais de voir la grève se terminer. Les pourparlers cessèrent. Le 3 septembre, un commando britannique débarquait et chassait les piquets d'ouvriers des quais du Bund Ouest de Canton. Pour protester contre cela, Eugène Ch'en demanda « que les canonnières britanniques, maintenant embossées le long des jetées, lèvent l'ancre et retournent à leur mouillage habituel, au large de Shameen ⁴³ ». On était loin de la demande précédente, qui prévoyait que tous les vaisseaux britanniques devraient quitter les eaux cantonaises, mais l'échine de la grève était déjà brisée. Le 10 octobre 1926, le gouvernement de Canton demandait la fin sans condition du boycott et de la grève. Le Kuomintang, le Comité de grève, expliquèrent que cela était rendu nécessaire par « le changement apporté dans la situation nationale par l'extension du pouvoir nationaliste jusqu'au Yangtze ». Un combat historique de quinze mois se terminait sans la moindre concession aux réclamations des travailleurs qui l'avaient mené, et par cette mise au point : « Ce ne fut pas une défaite mais une grande victoire ⁴⁴. »

« Ou bien, expliquait Borodine un peu plus tard, l'impérialisme devait capituler devant la Chine, ou bien la Chine devait reconnaître sa défaite. Puisque, de toute façon, la défaite ne pouvait être envisagée, il devint nécessaire de terminer la bataille dans ce coin afin de faire démarrer avec une grande vigueur ce combat contre l'impérialisme

à travers toute la Chine, sur une base plus large⁴⁵. » La défaite ne pouvait être « envisagée », et par conséquent devait être conceptualisée en victoire. Il était nécessaire de cacher le fait que le moment stratégique était passé depuis longtemps, et que des positions décisives avaient été abandonnées depuis longtemps à l'ennemi sans combat. La grève et le boycott de Hong-Kong avaient ouvert en grand la porte à l'initiative indépendante de la classe ouvrière, et avaient démontré la capacité des ouvriers à agir indépendamment, dans leur propre intérêt. Sous la tutelle du Comintern et de Borodine, les communistes chinois avaient laissé passer l'occasion, sans même l'avoir reconnu. Les ouvriers de Canton et de Hong-Kong durent payer chèrement cette « victoire ».

Suivant la liquidation délibérée de la grève et du boycott, une déclaration satisfaite du gouverneur de Hong-Kong suggérait : « Nous pouvons raisonnablement espérer qu'un effort résolu sera fait par les autorités cantonaises pour rétablir l'ordre et la loi. » Hong-Kong désirait trouver au Kwangtung et au Kwangsi un « gouvernement solide, stable, éclairé; pour un tel gouvernement nous serions avec joie des amis sincères et des supporters dévoués⁴⁶ ». Avec le départ pour le Yangtze, en décembre, du gouvernement nationaliste, la tâche de rétablir « l'ordre et la loi » dans le Kwangtung passa au militariste kwangsinais, Li Chi-shen. De strictes mesures furent prises pour contrôler policièrement encore plus les ouvriers : des règlements interdisant aux ouvriers de porter des armes, de constituer des piquets ou des milices, de procéder à des arrestations et leur retirant le droit d'arbitrer les conflits du travail. Face à ces mesures, la Conférence des délégués ouvriers ordonna, sous les auspices du parti communiste chinois, aux piquets et aux autres groupes de volontaires ouvriers de « rester chez eux pendant la révision en cours de leur statut ». Anxieux seulement de se concilier Li Chi-shen, les communistes laissèrent tomber leur propagande en vue de la réélection des délégués auprès des différentes organisations Kuomintang de la province. Ils ne protestèrent pas lorsque Li Chi-shen réorganisa le parti, nommant ses sbires à chaque poste. Canton était dans les griffes des militaristes; la capitulation des communistes était totale⁴⁷.

Tel était le visage de Canton lorsque arriva en visite, le 17 février 1927, une délégation de l'Internationale communiste composée d'Earl Browder, le dirigeant communiste

américain, Tom Mann, un des chefs du mouvement syndical anglais, et Jacques Doriot, du parti communiste français. Ils passèrent en revue ce qui, pour sauver les apparences, subsistait encore du mouvement de masse et furent fêtés par le dictateur local, Li Chi-shen, qui leur apprit que « jamais, au grand jamais, le gouvernement nationaliste n'irait à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière⁴⁸ ». Ils firent parvenir leurs meilleurs vœux à Chiang qui leur câbla en retour ses salutations de bienvenue⁴⁹. Leurs premiers rapports pour la presse de l'Internationale communiste rayonnaient de fierté pour « Canton révolutionnaire », et n'étaient pas gâtés par la moindre suggestion d'un motif de discorde⁵⁰. Sur les tombes des ouvriers des piquets de Hong-Kong tués pendant la grève, ils déposèrent quelques couronnes avec cette inscription : « Aux piquets de Hong-Kong martyrisés, qui symbolisent la grande contribution de la classe ouvrière chinoise à la révolution chinoise et à la révolution mondiale⁵¹. »

Six mois plus tard, lorsque les événements avaient tout tranché depuis longtemps, la délégation écrivit à propos de sa visite à Canton :

L'expédition du Nord était en pleine action, et les marchands de Canton utilisaient le slogan du front révolutionnaire uni afin de se libérer de leurs obligations envers la classe ouvrière... Quelques-uns des dirigeants du prolétariat de Canton n'avaient pas une idée très claire de la politique à mener face à la tactique démagogique et maligne de la bourgeoisie... [ils] négligeaient... les intérêts de classe fondamentaux du prolétariat par peur de rompre le front uni avec la bourgeoisie... La seule classe, semble-t-il, qui prenait le slogan du « front uni » des forces anti-impérialistes au sérieux était le prolétariat et ses dirigeants révolutionnaires... c'était indubitablement une faute qui coûta à la classe ouvrière chinoise beaucoup de sacrifices et de bon sang⁵².